



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°159 22 MAI 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

VISITE DU  
DIRECTEUR  
ADJOINT DU FMI  
EN GAMBIE ET  
AU CAP-VERT

MALI : UN APPUI  
FINANCIER DE LA  
BAFD EN FAVEUR  
DE  
L'ENVIRONNEMENT

GUINEE :  
ORANGE GUINEE  
LANCE LE 1ER  
RESEAU 4G

CONGO-  
BRAZZAVILLE : LA  
CARTE DES AIRES  
PROTEGEES  
ACTUALISEE

TCHAD : LA  
DISTRIBUTION DE  
GRAINES DE COTON  
IMPORTEES  
SUSPENDUES

NIGERIA : LE  
GOUVERNEMENT  
FEDERAL VEUT  
RELANCER LA  
FILIERE COTON

KENYA : CREATION  
D'UN OPERATEUR  
MARITIME ET  
LOGISTIQUE  
NATIONAL

NIGER : DEUX  
NOUVELLES  
CONVENTIONS  
DE PERMIS DE  
RECHERCHE D'OR

SOUDAN :  
DEGRADATION  
DE L'ECONOMIE  
DU PAYS



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Visite du directeur adjoint du FMI en Gambie et au Cap-Vert

Le directeur adjoint du FMI s'est rendu à Banjul puis à Praia (14-15 mai). A Banjul, il a (i) souligné la forte croissance (6,6% en 2018), une baisse de l'inflation à 6% et une hausse des réserves de change à 3 mois, (ii) salué les efforts de construction des infrastructures et renforcement des liens avec la région et (iii) listé 3 axes de réformes nécessaires (restructuration de la dette publique, création de marge de manœuvre budgétaires pour répondre aux enjeux sociaux et renforcement de l'état de droit). A Praia, il a souligné une croissance robuste (5,5%), une inflation faible et une position extérieure solide. Il a par ailleurs invité les autorités à poursuivre leur programme de réformes des finances publiques.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ BNP Paribas envisage de céder ses participations dans ses filiales du Burkina Faso et du Mali

Le groupe a annoncé l'ouverture d'une réflexion stratégique en vue de la cession de ses participations dans les capitaux de ses banques de détail au Burkina Faso (BICIAB) et au Mali (BICIM). BNP Paribas explique que ces projets de cession s'inscrivent pleinement dans sa stratégie en Afrique qui vise à accélérer le recentrage de ses activités et le développement de ses opérations sur les marchés dont les caractéristiques correspondent aux forces du groupe et aux conditions souhaitées en termes de maîtrise des risques.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr) et [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : le Sénat confirme le renouvellement du mandat de Godwin Emefiele au poste de Gouverneur de la Banque centrale

Lors de son audition devant les sénateurs, Godwin Emefiele a rappelé que 190 Mds NGN (527 M USD) avaient été alloués à 1,1 M d'agriculteurs à travers le programme *Anchor Borrowers*, lancé en 2015 par la Banque centrale nigériane (CBN). L'agriculture représente 25% du PIB et 37% de l'emploi total du Nigéria, elle a cru de 2,1% en 2018 contre 1,9% pour l'ensemble de l'économie. A noter, la hausse du prix des produits alimentaires en avril 2019 (+11,7%) a porté l'inflation à +11,37%, contre +11,25% en mars, selon le Bureau nigérien des statistiques. Depuis juin 2018, l'inflation connaît une relative stabilité, évoluant entre +11,14% et +11,44% sur cette période.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : passage au Budget-programme en 2020

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a annoncé le passage en mode Budget-programme dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les membres du gouvernement ont pu être ainsi instruits sur les grands changements qui en résultent. Pour mémoire, le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques initié par l'UEMOA, avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires. Ainsi, en lieu et place des titres, le budget sera désormais voté par programme et par dotation. Contrairement au budget annuel, le budget-programme est élaboré pour 3 ans.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : bilan à fin mars 2019 de l'exécution du budget de l'Etat

Le rapport d'étape publié par le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre indique que la mobilisation des ressources s'est établie à fin mars 2019 à 2 Mds EUR (un taux de réalisation de 93,4%). Ce léger retrait est essentiellement dû à un niveau de mobilisation moindre que prévu des emprunts sur le marché régional (un taux de réalisation de 67,6%). Les recettes fiscales ont été recouvrées à 1,3 Md EUR (un taux de réalisation de 100,9%). Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de 288 M EUR (un taux de réalisation de 97,3%). Les dépenses ont connu un taux d'exécution de 96,7%, dont 101,7% pour les investissements, 97,5% pour le service de la dette et 94,5% pour les dépenses courantes.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : stabilisation de l'inflation à 9,7% en g.a.

L'institut national de statistiques a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de mars 2019. L'inflation demeure stabilisée à 9,7% en g.a à fin mars. En variation mensuelle, elle a enregistré une hausse de 1%, tirée par la hausse des prix du pain et des céréales (+2,8%), du logement et de l'énergie (+1,1%) et du sel, des épices et des produits alimentaires (+10,1%). A noter qu'entre mars 2018 et 2019, les produits alimentaires ont augmenté de 11,9% en g.a, notamment au niveau des trois sous-groupes sel et épices (65,6%), légumes et lait (16,3%), fromage et œufs (15,8%). Pour mémoire, le FMI a revu à la hausse sa prévision d'inflation en moyenne annuelle pour 2019, à 8,9% (contre 8% dans sa prévision initiale et 9,7% en 2018).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée-Bissau : mission d'analyse de la situation macroéconomique et financière du FMI

Une mission FMI a séjourné en Guinée-Bissau, du 6 au 10 mai 2019, pour discuter de la situation des finances publiques et du secteur financier, et de l'éventualité d'un nouveau programme. Le Fonds s'est inquiété de la dégradation de l'équilibre budgétaire du pays (un déficit qui devrait dépasser les -5,1% de 2018) due à une hausse des dépenses et à une faible mobilisation des recettes (baisse des cours de la noix de cajou). Le Fonds recommande la réactivation du comité de trésorerie et l'adoption d'un budget 2019 qui visera la réduction du déficit à 3% du PIB. Les discussions ont aussi porté sur le projet de restructuration des 2 banques publiques et l'éventualité d'un nouveau programme.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : la politique d'élargissement de l'assiette fiscale porte des fruits

L'application de cette politique a permis une hausse des ressources budgétaires de 198 Mds ancien UM (485,1 M EUR) en 2009 à 567 Mds UM (1,9 Md EUR) en 2018, soit une augmentation de l'ordre de 200%. A noté que les ressources fiscales passent de 106 Mds UM (259,7 M EUR) en 2009 à 362 Mds UM (886,9 M EUR) en 2018. Les revenus de la pêche enregistrent une hausse, passant de 41 Mds UM (100,45 MEUR) en 2009 à 72 Mds (176,4 MEUR) en 2018 soit une hausse de 75%. Le secteur minier est passé de 18,5 Mds UM (45,32 M EUR) en 2009 à 68,7 Mds UM (168,3 M EUR) en 2018 malgré la fermeture du champ pétrolifère Chinguity en 2018.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : le pays occupe la 12<sup>ème</sup> place du classement de l'émergence économique en Afrique

Le Bureau de prospective économique (BPE) a rendu public le deuxième classement annuel des pays africains concernant l'émergence économique. Le Sénégal se classe dans la catégorie des pays potentiellement émergents, derrière la Côte d'Ivoire mais devant le Nigéria qui est en 20<sup>ème</sup> position. Il se positionne ainsi au 12<sup>ème</sup> rang sur 45 pays en Afrique en 2017. Ce classement se fonde sur la richesse inclusive, le dynamisme économique, la transformation structurelle et la bonne insertion dans l'économie mondiale.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : réouverture officielle de la frontière avec le Nigeria dans la ville d'Amchidé

Elle était fermée depuis 5 ans, à cause de l'insécurité créée par Boko Haram. Amchidé, principale place des échanges commerciaux entre le Cameroun et le Nigeria, connaîtra pour la relance des activités commerciales, l'appui des forces de défense camerounaises qui assureront des escortes le long du corridor. Les incursions de Boko Haram au Cameroun se poursuivent avec une régularité et une nuisance moindres.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : le Parlement approuve l'accord sur la restructuration de la dette envers la Chine

Le Parlement a autorisé, le 17 mai, la ratification de l'accord complémentaire sur la restructuration de la dette congolaise envers la Chine estimée à 1 479,9 Mds FCFA (2,5 Mds USD). Cet accord signé le 29 avril à Pékin concerne huit contrats de crédits conclus entre le Congo et l'EximBank chinoise entre 2010 et 2014, pour lesquels l'État congolais s'engage à rembourser un tiers du montant total sur la période 2019-2021. Les parties ont également convenu de prolonger de quinze ans la durée de remboursement du solde restant, soit environ 67%. Les taux d'intérêt annuels de ces crédits sont de 1,5% pour sept projets et 2% pour un projet.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Levée de 2,1 Mds USD à l'issue de l'émission d'un troisième eurobond

Le 15 Mai 2019, le Kenya a levé 2,1 Mds USD en eurobonds sur le *London Stock Exchange*, divisé en deux tranches, une première de 7 ans pour 900 MUSD à 7,0 % et une seconde à 12 ans pour 1,2 Md USD à 8,0 %. Articulée par *JP Morgan* et *Standard Chartered*, la levée a reçu un accueil favorable sur les marchés internationaux, avec un taux de souscription équivalent à 4,5 fois les montants visés, soit 4,4 Mds USD pour la tranche à 7 ans et 5,5 Mds USD pour la tranche à 12 ans. Les fonds levés devraient permettre de couvrir une partie du service de la dette extérieure, prévue pour 2019 entre 3,2 Mds USD (estimations du *National Treasury*) et 4 Mds USD (estimations du FMI), dont deux prêts syndiqués contractés à la *Citi Bank* et la *TDB* pour un montant de 1,35 Md USD en 2014, ainsi que l'arrivée à maturité des Eurobonds à 5 ans pour un montant de 750 MUSD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : Dégradation de l'économie du pays

Depuis l'instauration d'un gouvernement de transition le 11 avril 2019, la Banque centrale n'a pas publié de directives sur la situation financière et monétaire du pays. De plus, l'*Exporters Chamber*, regroupement des exportateurs du pays, s'inquiète du gel des exportations du pays, en cours depuis plus d'un mois. Au regard de la dégradation des indicateurs macro-économiques du pays et de l'incertitude politique, la réalisation du taux de croissance de 5 % visée pour l'année en cours s'avère difficile voire impossible.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Financement de 71 MUSD par la Banque mondiale pour le secteur agricole**

La Banque a décidé d'octroyer un financement d'un montant de 71 MUSD au Rwanda pour améliorer la productivité agricole et ainsi accélérer la mise en œuvre de la 4ème phase du Plan stratégique de la transformation de l'agriculture (PSTA4) mis en œuvre par le gouvernement. Les fonds alloués permettront d'améliorer les chaînes de valeurs de l'agriculture et serviront également à faciliter l'accès aux services agricoles aux petits fermiers pour accroître l'accès aux marchés national et international. En 2018, l'institution avait débloqué une enveloppe de 100 MUSD pour le Rwanda en faveur du PSTA4.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Guinée : le plan annuel de réformes des finances publiques passé en revue par les partenaires au développement

Le 15 mai 2019, le ministère de l'Economie et des Finances et les partenaires au développement du pays ont passé la revue annuelle du Plan de réformes des finances publiques. Dans son discours, le ministre a indiqué la bonne tenue des réformes en 2018, avec notamment les avancées sur l'unification de la gestion de la trésorerie de l'Etat à travers l'opérationnalisation progressive du compte unique du trésor, la rationalisation des structures de gestion des marchés public, la création d'un numéro d'identifiant fiscal, la préparation des premiers arrêts de la cour des comptes ainsi que l'adoption du décret d'application de la loi sur la gouvernance des organismes publics.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : Lancement d'un programme de soutien à l'entrepreneuriat de 50,2 MEUR

Le 18 mai 2019, le Président Rajoelina a officiellement lancé le Programme National de l'Entrepreneuriat ou « Fihariana » visant la promotion de l'entrepreneuriat sur le territoire national en faveur de citoyens âgés de 18 à 58 ans. Alimenté par la Société nationale de participations (SONAPAR), les banques BNI Madagascar et BOA, ce fonds sera doté d'un montant de 50,2 MEUR (200 Mds MGA). Les deux banques accorderont des prêts remboursables à des taux bonifiés ou des crédits-bails aux promoteurs de projets. Ceux-ci pourront bénéficier de deux types de financements: i) entre 240 et 700 EUR (soit entre 1M et 3 M MGA) et ii) entre 700 et 50 000 EUR (entre 3M et 200 MMGA) décaissés dans un délai de 15 jours après la validation du projet.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Nigéria : 500 M USD devraient être investis pour développer les Zones économiques spéciales

Le Ministre de l'Industrie, de l'Investissement et du Commerce, Okechukwu Enelamah, a indiqué que l'Etat nigérian avait déjà débloqué 14,3 Mds NGN (39,7 M USD), sur un total de 125 M USD, pour prendre une participation de 25% dans la *Nigeria Special Economic Zone Investment Company* (NSEZCO). La Banque africaine de développement, l'Afreximbank et la *Nigerian Sovereign Investment Authority*, qui ont signé en février dernier un accord avec le gouvernement fédéral, pourraient venir compléter le tour de table. La NSEZCO vise à financer des parcs industriels à Lagos (*Lekki Model Industrial Park*), dans les Etats d'Abia (*Enyimba Economic City*) et de Katsina (*Funtua Cotton Cluster*).

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : signature de conventions de financement avec la Banque mondiale (BM)

Le 10 mai dernier, la BM a procédé à la signature de 3 conventions de financement avec le Burkina Faso pour un montant total d'environ 137 Mds FCFA (210 M EUR). La 1<sup>ère</sup> convention, d'un montant estimé à 59 Mds FCFA (90 M EUR), est relative à un appui budgétaire. La 2<sup>nde</sup> convention, d'un montant de 19,5 Mds FCFA (30 M EUR), concerne le projet régional de Centres d'excellence africaine (CEA) au sein de l'enseignement supérieur. La 3<sup>ème</sup> convention, d'un montant de 59 Mds FCFA (90 M EUR), est destinée au projet d'appui à l'inclusion financière au Burkina Faso.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : accélération du chantier de construction du port sec à Ferkessédougou

Par l'adoption d'un décret portant déclaration d'utilité publique du site en Conseil des Ministres, le gouvernement indique que le projet de port sec de Ferkessédougou (Nord) sera bâti sur un terrain de 732 hectares. Ce port a vocation à créer une zone économique de développement entre le nord de la Côte d'Ivoire et les régions frontalières du Burkina Faso et du Mali.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)



**▼ Mali : un appui financier de la BAfD en faveur de l'environnement**

Le ministre de l'Economie et des finances et la représentante résidente de la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé à la signature de trois accords de don d'un montant global de 7,3 Mds de FCFA soient 11 M EUR, en faveur de la préservation de l'environnement. Ces appuis sont notamment destinés au développement de la résilience des écosystèmes et des ressources naturelles. L'intervention mettra un accent particulier sur l'amélioration de la situation socio-économique des femmes et des jeunes et afin de lutter contre la pauvreté et la malnutrition infantile. Les zones bénéficiaires sont Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Mauritanie : le pays est à la recherche de 263 M USD pour financer le réseau d'assainissement de la ville de Nouakchott**

L'annonce a été faite par le ministre de l'Hydraulique et l'Assainissement, au cours d'une plénière à l'assemblée. Les études du schéma d'assainissement ont été réactualisées et approuvées, ce qui a permis de connaître le type des travaux nécessaires pour ce réseau d'évacuation des eaux usées et des stations de traitement et son coût de réalisation 263 M USD, selon la Ministre. Pour mémoire, Nouakchott, avait obtenu en 2013, un financement de 45 M USD de la Chine. Le montant avait permis la réalisation d'un réseau spécialisé d'évacuation des eaux de pluie, d'une capacité d'absorption de 224 000 m<sup>3</sup> par jour.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Niger : la Banque mondiale (BM) accorde un prêt de 13 M EUR pour financer la résilience climatique**

Le 8 mai dernier, la BM a signé avec les autorités nigériennes une convention de financement additionnel de 14,6 M USD pour le Projet d'actions communautaires pour la résilience climatique (PACRC). Ce prêt doit permettre la mise en place de plateformes multiservices intégrées dans les communes ciblées. Ce financement additionnel s'ajoute au financement initial de 63 M USD du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) du PACRC qui s'inscrit dans le cadre du Programme stratégique pour la résilience climatique du Niger (PSRC Niger) du PPCR approuvé en novembre 2010. La mise en œuvre du PAC/RC a notamment permis l'amélioration de plus de 40 000 ha de terres agro-sylvo-pastorales.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Cameroun : la banque Mondiale octroie 17,4 Mds FCFA pour une meilleure gestion des finances publiques**

L'accord de crédit a été signé le 17 mai 2019 entre le Cameroun et la Banque Mondiale et porte sur le financement du projet d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique et du système statistique (Peps) au Cameroun. Ce projet porte sur la consolidation de la réforme des budgets-programmes dans les ministères sectoriels, l'amélioration de la qualité de l'investissement public dans ces ministères, l'amélioration de la performance du système de passation des marchés et le renforcement du système statistique national.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : l'Union européenne et l'AFD financent le programme de modernisation de la plateforme portuaire du PAPN**

Le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) a signé, le 15 mai à Brazzaville, avec l'Union européenne (UE) et l'Agence française de développement (AFD), deux conventions de financement d'un montant global de 29,3 M EUR pour le programme de modernisation de la plateforme portuaire. Ces deux conventions portent sur la construction d'un port de pêche (UE) et de deux quais (AFD) afin d'augmenter la capacité d'accueil du PAPN. Ces projets s'inscrivent dans la phase d'urgence du programme d'investissement prioritaire du PAPN et vont permettre de délocaliser les activités de pêche industrielle vers le nouveau port de pêche.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Le Congo-Brazzaville : la réforme du marché de l'emploi se poursuit**

Le ministère chargé de l'emploi va bénéficier d'un financement de la BAfD pour la construction d'un centre des métiers des mines à Souanké et un autre sur le bois à Kabo, dans le département de la Sangha. Le problème du chômage toucherait 35% de la population, des jeunes essentiellement. En mars dernier, le ministère des mines avait procédé à la création de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et du Fonds national de l'employabilité et de l'apprentissage qui a pour mission de financer la formation des jeunes sans qualification. L'État bénéficie de l'appui de l'AFD pour l'ACPE mais recherche des financements pour mettre en place le Fonds.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Retour d'un projet de télécabines à Addis-Abeba**

Le groupe biélorusse SkyWay Investment Group (SWIG) a présenté à la ministre éthiopienne des transports son projet de télécabines développé en partenariat avec la société locale Technosaat. Cette nouvelle technologie, dont le coût s'élèverait à 3 MUSD/km, pourrait être développée entre Ayat (est d'Addis-Abeba) et Tulu Dimtu (sud-est) à l'aide d'un PPP. Ce projet fait cependant l'objet de controverses, notamment pour des raisons de sécurité.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Nigéria : le gouvernement fédéral veut relancer la filière coton

Le Nigéria a lancé la distribution de semences de coton à haut rendements à quelques 100 000 producteurs cultivant environ 200 000 ha dans l'Etat de Katsina. Les graines distribuées sont issues de variétés OGM développées par l'Institut de recherche agricole de l'Université Ahmadu Bello (Etat de Kaduna) en collaboration avec l'entreprise Mayco Nigeria, filiale de Monsanto. Cette distribution s'inscrit dans le cadre du programme *Anchor Borrowers* de la Banque centrale nigériane qui vise à soutenir et développer l'agriculture au Nigéria. Une enveloppe de 40 Mds NGN (111 M USD) aurait été débloquée jusqu'en 2020 pour les filières coton et huile de palme.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Sierra Leone : 3 M USD d'investissement pour soutenir la commercialisation du cacao

L'investissement de 3 M USD annoncé par la société britannique AgDevCo profitera à la l'entreprise Tradin Organic, qui pourra ainsi acheter du cacao à des producteurs à des prix plus avantageux pour ces derniers. Le projet comprend également une composante d'assistance technique visant à mettre en place un réseau d'écoles pour former les producteurs à certaines techniques de récolte et de fermentation. Fondée en 2009, AgDevCo est une société d'investissement dans le secteur de l'agroalimentaire. Tradin Organic a débuté ses opérations en Sierra Leone en 2017 où elle a mis en place un réseau d'acheteurs auprès de producteurs certifiés, afin d'exporter du cacao dans son usine de transformation au Pays-Bas.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Ghana : nouvelles découvertes gazières d'ENI au large de Cape Three Points

Les ressources, estimées entre 15,5 et 18 Mds de mètres cube de gaz et 18 à 20 M de barils de pétrole, auraient été détectées suite à des forages en eaux profondes menées par Maersk Voyager dans le puit d'Akoma. Les réserves totales étaient jusqu'à présent évaluées à 1 100 Mds de mètres cube de gaz et 600 M de barils de pétrole. Situées à proximité d'infrastructures pétrolières préexistantes, ces découvertes pourraient être rapidement mises en exploitation. Aujourd'hui, le consortium réuni autour d'ENI et de Vitol représente plus de 25% de la production d'hydrocarbures au Ghana, soit 60 000 barils par jour (bpj) en 2018. Celle-ci devrait croître à 80 000 bpj en 2019.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : Total pourrait débiter des activités de production et d'exploration pétrolière**

Déjà présent dans la distribution pétrolière et énergétique, Total est en compétition avec 13 autres entreprises pour l'attribution de 3 blocs offshore (blocs 2, 3 et 4), dans le cadre d'un appel d'offres dont l'issue est prévue le 29 mai. En parallèle, l'entreprise pourrait s'implanter au Ghana via son offre de rachat conjointe avec Occidental Petroleum, portant sur les actifs africains du pétrolier américain Anadarko. En cas de succès, la compagnie obtiendrait alors des parts dans deux des trois principaux blocs offshore actuellement en exploitation au Ghana : Jubilee (parts de 24%) et TEN (17%). Une telle implantation pourrait ainsi offrir des perspectives favorables aux acteurs français du secteur.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : lancement des travaux de construction de la mine de Sanbrado**

Le Premier ministre a présidé, le 10 mai 2019, le lancement des travaux de construction de la mine d'or de Sanbrado située dans la province du Ganzourgou dans la région du Plateau Central. Cette mine industrielle, en carrière et en sous-terrain qui s'étend sur une superficie de 25,9 km<sup>2</sup>, devrait générer pour l'État 156,5 Mds FCFA (238,6 M EUR) en termes d'impôts et taxes, 2,2 Mds FCFA (3,4 M EUR) pour le fonds de réhabilitation environnementale et 11,3 Mds FCFA (17,2 M EUR) à titre de contribution au fonds minier de développement local. La coulée du premier lingot de cette mine, détenue à 10% par l'État et à 90% par le minier australien West African Resources, est prévue pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : refinancement de la dette du secteur de l'énergie**

L'opération de refinancement de la dette de l'État de Côte d'Ivoire envers le secteur de l'électricité porte sur un montant total de 261 M EUR. Cette opération se fait en deux tranches, dont la première en monnaie locale (FCFA) et la seconde en EUR. La première tranche s'élève à 95 Mds FCFA (145 M EUR), mobilisés auprès des banques NSIA et de la Société Générale Côte d'Ivoire. La deuxième tranche, de 300 M EUR, sera mobilisée par la Deutsche Bank. Le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables a indiqué qu'il souhaitait que ce refinancement permette à la Côte d'Ivoire d'exporter de l'énergie vers la Guinée et la Sierra Leone.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : développement du secteur minier aurifère

Le Premier Ministre a inauguré l'usine de la compagnie canadienne Endeavour Mining à Ity (Ouest). Cette usine devrait permettre à la compagnie d'extraire 5 à 6 T d'or par an pour atteindre une production totale de 70 T d'ici 2034. Endeavour Mining a dû mobiliser un financement de 368 M EUR afin d'installer son usine sur le site en exploitation depuis 1991. Ce projet pourrait générer 230 M EUR d'impôts ainsi qu'un millions d'emplois. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a produit 25 T d'or en 2018, ce qui place le secteur comme un pilier de l'économie ivoirienne parmi le cacao et le café. Le ministre des Mines et de la Géologie a annoncé que le secteur minier projette une contribution de 4% au PIB en Côte d'Ivoire à l'horizon 2020.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : modernisation de l'usine d'Alumine russe Rusal- Friguia

La direction générale de l'usine d'alumine a entrepris des travaux de construction d'une nouvelle file d'évaporation, pour un investissement total de 16 M USD. La réalisation de ces travaux s'inscrit dans un vaste programme de modernisation et de renforcement des capacités de production de l'usine. Cette usine, qui avait été fermée durant plusieurs années en raison de mouvements de grève de ses employés, a été réhabilitée par la suite pour un coût total de 123,5 M USD et officiellement remise en marche le 20 juin 2018. Un effectif de 1 200 employés guinéens et 60 experts russes travaillent dans cette usine.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : extension d'une mine d'or à Fekola par le canadien B2Gold

L'entreprise canadienne B2Gold investira 50 M USD (50% en 2019, 50% en 2020) dans l'extension de sa mine d'or de Fekola (sud-ouest). Cette mine, détenue à 80% par B2Gold et 20% par l'Etat malien, devrait permettre à terme de générer plus de 5 000 000 onces d'or. La production annuelle moyenne d'or, devrait passer à plus de 550 000 onces entre 2020 et 2024 et à plus de 400 000 onces au cours des sept années suivantes. L'exécution du projet est prévue sur 18 mois. La modernisation du traitement s'étalera jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : une société mauritanienne va produire de l'électricité dans le pays

Afin de renforcer et sécuriser son approvisionnement en électricité, le pays a procédé à la signature d'un contrat de PPP avec la société mauritanienne Istithmar West Africa. L'objet porte sur les missions de financement, construction, exploitation et maintenance de deux centrales thermiques diesel totalisant 76 MW, à savoir : une centrale de 23 MW à Zinder pour la zone Centre-Est (Maradi, Tahoua et Zinder) et une centrale de 53 MW à Goudel/Niamey pour la zone du Fleuve (Dosso, Tillabéry et Niamey). Selon la convention signée, l'entreprise mauritanienne bénéficiaire de cette concession s'engage à financer, construire et exploiter les deux centrales thermiques avant de les rétrocéder à l'État nigérien.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niger : Orano pourrait fermer l'une de ses 2 filiales dans le pays**

Une des 2 filiales du groupe français Orano (ex-Areva) va sans doute devoir fermer ses portes dans les 2 à trois ans à venir, a indiqué le ministre des Mines, faute de rentabilité suffisante. La Cominak, dans laquelle Orano est actionnaire, exploite l'une des mines les plus anciennes du pays avec un coût de production d'environ 75 EUR le kilo, alors que le cours mondial de l'uranium oscille entre 54 et 55 EUR le kilo. A noter que les autres mines de la région d'Arlit conservent pour l'heure une rentabilité satisfaisante et il est espéré, du fait de la construction de centrales nucléaires en Chine, que la demande croisse à moyen terme, permettant une augmentation du cours de l'uranium.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niger : deux nouvelles conventions de permis de recherche d'or**

Le Conseil des ministres du 10 mai a approuvé deux conventions de permis de recherche d'or : « Sorbon Haoussa », dans la région de Tillabéry et « Gabi » dans la région de Maradi, respectivement à l'ouest et au centre du pays. Le premier permis revient à la société OM Goldstone Ressource, une société nouvellement créée. Celle-ci s'engage à investir au moins 1,1 Mds FCFA (1,7 M EUR) sur les trois prochaines années. Quant au deuxième permis, il est accordé à la société nigériane Maharaz General Services Ltd qui devra investir dans les trois ans près de 1,2 Mds FCFA (1,8 M EUR) pour les recherches dans sa zone d'intervention.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : la carte des aires protégées actualisée**

Le ministère de l'Économie forestière a confié à l'ONG américaine World Resources Institute (WRI) l'actualisation de la carte des aires protégées de la République du Congo, présentée le 16 mai à Brazzaville. Cette carte, extraite de l'Atlas forestier national, également élaboré par WRI, présente la répartition des concessions forestières ainsi que les entreprises concessionnaires. Elle constitue un outil indispensable à la gouvernance de ce secteur et à l'élaboration des politiques publiques, en ce qui concerne notamment l'affectation des terres et la protection de l'environnement, et peut servir de guide touristique.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tchad : la distribution de graines de coton importées suspendues**

Olam, qui a récemment racheté 60% de la CotonTchad, a importé plusieurs tonnes de semences du Cameroun, pour satisfaire ses ambitions pour la future récolte 2019-2020, après autorisation préalable du Ministère de l'Agriculture. Cependant, les autorités ont suspendu la distribution de graines de coton, alors que la distribution a commencé dans certaines régions, en expliquant devoir tester les semences.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ **Ethiopie : Délestages sur le réseau électrique dus à un manque de précipitations**

En raison du manque d'eau dans les barrages hydroélectriques et du déficit d'électricité moyen de 426 MW qui en découle, le gouvernement éthiopien a instauré un rationnement de l'électricité jusqu'au 7 juillet 2019. Ce rationnement se traduit par des coupures de courant quotidiennes de 5 heures réparties en 3 périodes selon les quartiers. Néanmoins, il ne concerne pas les industries agroalimentaires, pharmaceutiques, d'exportation et les services publics. L'Éthiopie a également suspendu ses exportations d'électricité vers le Soudan et réduit de 50 % celles destinées à Djibouti. Compte tenu de la dépendance de l'Éthiopie à l'hydroélectricité (à 89 %), le pays cherche désormais à diversifier son mix électrique en faveur des énergies solaire et éolienne afin d'atténuer les risques de pénurie.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Tanzanie : Amende de 2,4 MUSD pour Acacia Mining**

Le ministre de l'Environnement, January Makamba, a annoncé une amende de 2,4 MUSD pour la société *Acacia Mining* du groupe canadien Barrick. Cette amende sanctionne la pollution répétée de l'environnement aux abords de la mine de *North Mara Gold Mine*, au nord du pays. La société est condamnée pour avoir répandu depuis une dizaine d'années des déchets toxiques dans les cours d'eau environnant la mine, mettant en danger la santé des habitants et de leurs bétails. L'amende devra être acquittée dans les deux semaines suivant la date de notification officielle de cette décision.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ **Services**

### ▼ **Nigéria : MTN a fait son introduction à la bourse nigériane**

MTN Nigeria a fait son entrée sur le *Nigerian Stock Exchange* avec 20,35 Mds de parts à une valeur unitaire de départ de 90 NGN (0,25 USD) représentant 20% des parts de la compagnie. Avec une valorisation boursière de 1 830 Mds NGN (5,1 Mds USD), MTN devient la 2<sup>ème</sup> plus grosse capitalisation de la bourse nigériane derrière Dangote Cement et devant Nestlé Nigeria Plc. D'après le Directeur financier de MTN, une nouvelle opération portant les parts de l'entreprise en bourse à 35% est prévue, une fois terminées les poursuites du Procureur général de la fédération pour des taxes impayées (2 Mds USD sont actuellement réclamés). MTN est actuellement leader de son secteur au Nigéria avec 37% des parts de marché et 65 M d'utilisateurs.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Guinée : Orange Guinée lance le 1er réseau 4G**

Ce 1<sup>er</sup> réseau de la 4G d'Orange Guinée a été lancé le 9 mai 2019 à Conakry. Le lancement de la 4G confirme le leadership de la filiale française en Guinée. Le réseau 4G sera déployé à l'intérieur du pays en seconde phase afin de fournir la vitesse du très haut débit aux habitants des différentes localités du pays.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : 750 M USD de revenus du tourisme en 2018**

Selon le ministre du Tourisme, les revenus du tourisme du pays étaient de 750 M USD en 2018, soit 0,05% du revenu mondial. Le ministre invite ses services à rehausser la part de marché en développant l'ingénierie touristique en mode Fast track, avec des objectifs sur les 3 ans à venir (aménagement d'au moins 10 sites historiques et touristiques) pour dépasser en 2023, les 3 millions de touristes. Des travaux de classement des établissements hôteliers du pays ont également été lancés par le ministre. Une mission qui consiste à visiter les hôtels pour apprécier le degré de conformité des éléments de la norme par rapport aux services vendus permettra d'établir et d'aligner l'offre touristique sénégalaise sur les standards internationaux.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)



## ENTREPRISES

---

### ▼ Kenya : Création d'un opérateur maritime et logistique national

Le plan de redressement de *Kenya National Shipping Line* (KNSL) approuvé par le gouvernement kenyan à l'été 2018 a été présenté au Comité des Transports de l'Assemblée nationale. Il prévoit notamment de confier à l'opérateur, détenu à 33% par MSC, la gestion du terminal 2 du port de Mombasa, inauguré en septembre 2016 et financé par *JICA* à hauteur de 350 MUSD (35 Mds KES). KNSL aurait par ailleurs l'exclusivité du fret gouvernemental dont l'acheminement des importations pétrolières. La concession du terminal 2 avait fait l'objet d'un premier appel d'offres, abandonné début 2016, pour lequel Bolloré (en partenariat avec Toyota-Tsusho) et CMA-CGM faisaient partie des douze groupements pré-qualifiés.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Burkina Faso : appel à manifestation d'intérêts pour l'aéroport de Donsin

Dans le cadre du projet de construction du nouvel aéroport international de Donsin, situé à 35 km au nord de la capitale Ouagadougou, le groupement français Meridiam/Aéroport Marseille Provence, pressenti pour l'attribution d'une convention de délégation de service public, a lancé en mai 2019, un appel à manifestation d'intérêts pour le contrat d'ingénierie et de construction dudit aéroport. Le dossier peut être retiré à l'adresse suivante : [aeroportouagadougou@meridiam.com](mailto:aeroportouagadougou@meridiam.com) et doit être transmis avant le 21 juin 2019 à 18h00 GMT par courriel.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : élection d'un nouveau président à la tête de la chambre de commerce européenne

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 mai, la chambre de commerce européenne, dite Eurocham, a élu Marc Alberola, en qualité de président de l'institution, à la suite de Jean-Luc Ruelle. Marc Alberola est directeur général et administrateur du groupe Eranove, actionnaire de la société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire et de la compagnie ivoirienne d'électricité, entre autres.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : une délégation congolaise du numérique en France du 17 au 22 juin

Elle s'inscrit dans le continuum du déplacement d'une dizaine d'entreprises françaises au Congo en avril, qui a conduit à la création du Club Congo France numérique. Des rencontres sont prévues à Paris avec des partenaires institutionnels et financiers et des entreprises sur les projets e-gouv de l'Etat congolais. Une partie de la délégation devrait se rendre au TECHDAY de Saint-Etienne. Ce déplacement a un triple objectif : renforcer les liens entre entreprises françaises et congolaises, asseoir la visibilité du Club par des actions de communication et être en capacité de proposer des projets communs au Forum « Investir en Afrique », organisé par la Chine et la BM du 10 au 12 septembre à Brazzaville (cf. OA 156).

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Renforcement du partenariat avec le Fonds international de développement agricole (FIDA)**

Le président du FIDA, institution financière dépendant des Nations-Unies, est en visite officielle en Tanzanie du 19 au 21 mai afin de rencontrer le chef de l'Etat ainsi que plusieurs ministres. Le FIDA a investi 363 MUSD dans le pays depuis 1978. Les échanges avec le gouvernement porteront sur le soutien aux petits exploitants agricoles, l'attractivité du secteur pour la jeunesse rurale et les enjeux liés au changement climatique. Cette visite traduit l'orientation actuelle des politiques agricoles nationales qui privilégient l'investissement public direct pour soutenir l'accès aux marchés des petits exploitants.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

